



Le Conseil de développement Economique et Social (CDES) a organisé vendredi les « Assises centrales de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ». Au cours de ces assises, les différents secteurs impliqués ont eu à réfléchir sur un ensemble de mesures visant à apporter des réponses concrètes liées à la problématique de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Haïti, a constaté Haïti Press Network.

Ces assises ont été l'occasion pour différents acteurs impliqués dans la lutte contre la faim de produire des réflexions sur un ensemble de 15 mesures adoptées lors de deux précédentes assises régionales organisées dans les différents départements formant le Grand Sud et le Grand Nord du pays.

Il s'agit, selon le Premier ministre haïtien Laurent Lamothe, de 15 mesures devant apporter des résultats à court terme, moyen terme et long terme.

Parmi ces mesures, le chef de la Primature a mentionné la stabilisation des prix de 5 produits de consommation de base (le riz, maïs, pois, farine, l'huile). L'application de cette mesure passe, selon M. Lamothe, par le contrôle du processus d'achat-distribution-transport. Le Chef

de la Primature s'est félicité de la mise en place par son gouvernement d'un ensemble de programmes sociaux pour faire atterrir ce projet.

A moyen terme, ce projet vise l'augmentation substantielle de la production agricole à travers le renforcement des outils de production agricole, a indiqué le Premier ministre Haïtien ajoutant que cette initiative vise à long terme la reconquête de la souveraineté alimentaire du pays.

Laurent Lamothe qui avoir hérité d'une situation complexe au niveau du secteur l'agriculture a lancé un appel aux différentes forces vives de la nation qui, selon lui, doivent contribuer dans les efforts visant la relance agricole. « La sécurité alimentaire n'est seulement pas l'apanage de l'administration Martelly-Lamothe, c'est l'affaire des différents secteurs de la société », a-t-il précisé.

« La lutte pour la sécurité alimentaire est une mesure d'ordre public », a pour sa part souligné le président du Sénat de la République M. Dieuseul Simon Desras pour qui le droit à l'alimentation des haïtiens est bafoué.

Les parlementaires sont entrain de travailler sur une proposition de loi assurant la souveraineté et l'indépendance alimentaire et nutritionnelle d'Haïti, a informé M. Desras annonçant également une loi sur la fortification alimentaire qui sera soumise aux responsables du programme social gouvernemental baptisé « Aba grangou ».

Quant à Jerry Tardieu, président du CDES, il considère que les problèmes de l'alimentation est « le plus urgent de toutes les urgences ». Il promet de poursuivre sa mission consistant à réaliser le plan stratégique visant à faire d'Haïti en 2030 un pays émergent où la population pourra manger dignement à sa faim

Le Conseil de développement Economique et social a été créée en 2012 et qui a, entre autres pour mission de veiller à l'harmonisation des politiques sectorielles avec un plan national développement. Il doit faciliter aussi le dialogue social entre les différentes secteurs sur les thèmes d'intérêts publics et les reformes pouvant favoriser le progrès social et le développement durable.